

Grande-Bretagne: la City risque de ne pas sortir indemne de la tourmente boursière

LONDRES (AFP) - La City de Londres, temple de la finance européenne, risque de subir des dommages collatéraux de la tourmente qui a secoué les marchés et qui pourrait affecter les revenus des employés du secteur, voire menacer l'emploi et l'immobilier.



© AtlasVista

Des cadres de la City à Londres passent devant la Bourse de Londres, le 29 août 2000 (© AFP/Londres - Hugo Philpott)

Alors que les annonces de faillites et de licenciements se sont multipliées cette semaine dans le secteur des établissements de crédit aux Etats-Unis, les banques de la place ont également fait état de mauvaises nouvelles, mais d'une ampleur bien moindre.

La première banque britannique et européenne, HSBC, a annoncé en début de semaine la suppression de 600 postes, dans une filiale opérant aux Etats-Unis.

Sa concurrente HBOS a dû, quant à elle, garantir la solvabilité d'une de ses filiales pour rassurer ses créanciers, mais a écarté tout risque de faillite de celle-ci et son cours de Bourse s'est repris ces jours-ci, à l'unisson des autres valeurs du secteur.

Par ailleurs, le Financial Times s'est fait l'écho vendredi de la démission d'un banquier de Barclays, Edward Cahill, spécialiste de certains montages financiers complexes affectés par la crise des liquidités. Selon le quotidien, il s'agit de la première figure de la City à faire les frais des récentes turbulences.

Les traditionnels bonus dont sont gratifiés annuellement les employés du secteur pourraient également être réduits cette année, et la baisse pourrait atteindre jusqu'à 25% à 50% dans certaines professions, selon des spécialistes cités par la presse britannique.

"La véritable ampleur de l'exposition (des banques britanniques) au marché des prêts à risques reste à voir et nous pensons qu'il y aura encore de la volatilité sur les marchés", mais dès à présent, on peut craindre que "cela n'ait un gros impact sur les emplois et les bonus de la City", résume Jonathan Said, économiste au CEBR (Centre for Economics and Business Research).

Alors que la valeur totale de ces bonus est estimée à 10 milliards de livres (près de 15 milliards d'euros), selon le cabinet Capital Economics, certains experts craignent que la baisse de cette manne, dont une large part est investie chaque année dans la pierre, ne pèse par ricochet sur le marché immobilier, en particulier à Londres.

Certaines branches hautement spécialisées, comme le conseil en fusions-acquisitions, dont l'activité a été brutalement freinée ces dernières semaines, pourraient être amenées à réduire leurs effectifs si cette situation se prolongeait.

Or, "si des employés de la City perdent leur emploi, ce ne seront pas seulement les restaurants et les bars haut de gamme qui en souffriront, mais aussi ceux qui travaillent dans ces établissements", prévient Fionnuala Earley, chef économiste de Nationwide, l'une des principales sociétés de crédit immobilier du pays.

Pour d'autres experts, l'économie britannique paraît en mesure d'absorber le choc.

"Les bonus élevés de la City ne sont pas l'unique facteur de fermeté du marché immobilier londonien, qui a bénéficié également d'une immigration élevée et d'une hausse des acheteurs étrangers", souligne ainsi Vicky Redwood, de Capital Economics.

Une baisse de 10 à 15% en moyenne des bonus ne représenterait que "0,1 à 0,2% des revenus de l'ensemble des ménages", a-t-elle calculé, et n'aurait donc qu'un effet marginal sur le reste de l'économie.

Publié le: 26/08/2007 à 10:03:44 GMT

Source : AFP

URL de cet article: <http://www.avmaroc.com/actualite/grande-bretagne-a95418.html>